

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 47/48

22^e année • mercredi 20 novembre 2019

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

Feu vert pour la 13^e rente AVS



THIERRY PORCHET

Les délégués de l'Union syndicale suisse ont approuvé le lancement de l'initiative décidée au dernier congrès, ainsi que la demande d'affecter une part des bénéfices de la Banque nationale à l'AVS. Ils soutiennent aussi le mouvement pour le climat et appellent à envisager une heure de grève ou d'action le 15 mai 2020, jour de mobilisation décidé par les jeunes. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Le travail des enfants doit être aboli

Sylviane Herranz

Aujourd'hui, 20 novembre, la Convention internationale des droits de l'enfant fête ses 30 ans. Fondée en 1989 au sein de l'ONU, elle reconnaît aux enfants les droits contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette convention garantit notamment la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, son droit à la survie et au développement, le respect de son opinion et le droit à l'éducation. Des droits aujourd'hui niés à des millions d'enfants dans le monde, notamment tous ceux obligés de travailler pour leur survie, soumis au travail forcé ou à l'exploitation sexuelle.

Le 28 novembre sera aussi le centième anniversaire de la première convention de l'OIT sur la question, la Convention n° 5, de 1919, sur l'âge minimum du travail dans l'industrie. D'autres conventions compléteront ensuite le dispositif interdisant le travail des enfants. Mais 100 ans plus tard, et malgré tous les programmes prévus pour son éradication, l'exploitation des enfants se poursuit.

La semaine dernière, l'Organisation internationale du travail (OIT) publiait un rapport intitulé «Mettre fin au travail des enfants, au travail forcé et à la traite des êtres humains dans les chaînes d'approvisionnement mondial». Des chaînes comprenant la production de denrées alimentaires, l'extraction de matières premières ou encore leur transformation et leur distribution. L'agriculture, le textile, l'industrie, pratiquement tous les secteurs économiques de la planète sont concernés.

Ce rapport, réalisé par plusieurs organismes dans le cadre des Objectifs de développement durable de l'ONU, souligne que, selon les dernières estimations, 152 millions d'enfants sont astreints au travail dans le monde et 25 millions d'adultes et d'enfants sont soumis au travail forcé. L'un des objectifs de l'ONU est l'abolition du travail des enfants d'ici à 2025 et la fin du travail forcé et de la traite des êtres humains d'ici à 2030. Dans ce but, le rapport demande, entre autres, aux gouvernements d'amplifier et d'intensifier leurs efforts afin que les entreprises

respectent les droits humains dans les chaînes d'approvisionnement. Un objectif pour lequel la Suisse et ses multinationales ont un rôle à jouer pour que disparaisse de leurs filières ce travail aux effets délétères sur les enfants, tant en matière de développement, de santé physique et mentale ainsi que de vie sociale.

Reste qu'après l'échec de nombreuses campagnes contre le travail des enfants, on peut se demander si l'objectif de l'ONU n'est pas à nouveau un écran de fumée. Peut-on confier cette tâche à un système mû par le profit, dans lequel l'égoïsme de quelques-uns méprise des millions d'êtres humains?

Les jeunes pour le climat qui ont marqué cette année 2019 de leur énergie, de leur colère et de leur volonté de préserver la planète ont raison. C'est le système qu'il faut changer. Le capitalisme est incompatible avec une organisation sociale préservant non seulement les ressources de la planète terre, mais aussi ses êtres les plus fragiles. Tous les enfants ont le droit d'accéder à l'école, à une formation, aux études, à une vie digne dans un pays en paix.

En cette journée des droits des enfants, et alors que certains d'entre eux se battent contre leur propre exploitation (voir en page 10), il est temps de se questionner pour savoir ce que nous faisons au quotidien pour débarrasser ce monde de la cupidité et d'un système qui n'offre à des millions d'enfants qu'un avenir de forçat. ■

PROFIL

Katharine Dominicé, la migration au bout de la caméra.

PAGE 2

MIGRANTES

Accès à l'aide pour toutes les victimes de violence.

PAGE 5

JOM

Parole à deux apprentis d'Unia.

PAGE 7

DHL

Terrain d'entente trouvé.

PAGE 9

2019: INÉGALITÉ SALARIALE

En Suisse les femmes travaillent gratuitement depuis...

30
jours

Aline Andrey

Une journée marathon pour Katharine Dominicé. Entre ses cours d'enseignante de français langue étrangère le matin, ses deux filles de 3 et 8 ans l'après-midi, la projection le soir des *Lettres ouvertes* réalisées dans le cadre de l'exposition «Nous, saisonniers, saisonnières...»*, sans compter la préparation d'un tournage sur des formateurs d'apprentis, elle réussit à nous accorder un entretien dans un café genevois. «Ce n'est pas tous les jours comme ça», confie-t-elle sans perdre un calme qui paraît olympien.

En quelques mots, toute en sobriété, elle revient sur son parcours. Déjà adolescente, elle se découvre une passion pour le récit, qui se renforce au fil des années. L'écriture de scénarios est son moteur pour se présenter aux concours d'écoles de cinéma en Belgique. Avec succès. L'Institut des arts de diffusion (IAD) de Louvain-la-Neuve lui ouvre ses portes. Des années riches en rencontres pour la Genevoise qui revient au pays quatre ans plus tard. Assistante de production, elle mène alors de front plusieurs projets de documentaires. Son premier long métrage, *Sœurs*, sort en 2009, l'année de ses 30 ans. Un film sur l'univers reclus des moniales, sujet qui prend sa source dans un voyage au Japon où la cinéaste a l'occasion de loger dans des monastères bouddhistes; et dans la vie d'une amie de sa famille, basketteuse de haut niveau, entrée dans les ordres avant d'en ressortir. «C'est un monde plein de mystères en somme que j'avais envie de découvrir. Plus que de parler de religion, je voulais voir comment ces femmes cohabitent et de l'importance, dans ces conditions, de développer une communication non violente. Ce qui m'a beaucoup surprise, c'est leurs doutes, intrinsèques à leur vocation», témoigne la réalisatrice. Pour ce travail, elle réussit à s'entourer de femmes, dont la première ingénieure du son (pour des reportages) de la RTS, Mathilda Angullo. Alors que les métiers du cinéma restent éminemment masculins. «Quand j'ai eu mes enfants, on m'a demandé si je continuais à faire des films, comme si c'était mon loisir. J'ai mis du temps à réaliser la discrimination existant dans ce milieu, alors que, pourtant, les chiffres parlent d'eux-mêmes. A Hollywood, 5% des films sont réalisés par des femmes! Mais en Suisse, on était à 25% il y a cinq ans et les chiffres continuent de grimper d'année en année», se réjouit la Suisso-américaine.

DES HISTOIRES MIGRATOIRES

«Mes parents se sont rencontrés à New York en 1965. Une année après, ma mère, Américaine donc, arrivait en Suisse», raconte Katharine Dominicé qui garde de beaux souvenirs de ses étés de l'autre côté de l'Atlantique, chez ses grands-parents. «Dans ma famille, il y a de nombreuses origines: italiennes, anglaises, écossaises, sué-



THÉRRY PORCHET

Dans *Lettres ouvertes*, Katharine Dominicé a saisi la parole des saisonniers et des saisonnières.

«JE NE VOIS PLUS GENÈVE DE LA MÊME MANIÈRE»

Réalisatrice, Katharine Dominicé met en lumière celles et ceux qui n'ont que trop rarement la parole

doises, russes. Mon arrière-grand-mère suédoise a quitté l'Europe sur un paquebot à l'âge de 18 ans avec sa meilleure amie... Elle serait fille illégitime d'un prince russe.» Une histoire familiale, digne d'un roman, marquée

par l'exil. Coréalisatrice en 2010, avec Luc Peter, du documentaire *Les années Schwarzenbach*, Katharine Dominicé plonge dans d'autres migrations. Un thème qui la poursuit puisque son travail pour l'exposition «Nous, saison-

niers, saisonnières...» à Genève donne à voir dix portraits intitulés *Lettres ouvertes*: des récits intenses de femmes et d'hommes, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Sloénie, du Kosovo, de Macédoine, de première ou de se-

conde génération, au travers de missives mises en contexte et en valeur par des images d'archives. «Les lettres permettent d'éviter la victimisation, en faisant notamment un aller-retour entre le passé, souvent difficile, et le présent, meilleur», explique Katharine Dominicé qui a ainsi réussi à amener ces personnes à aborder, entre autres thèmes, leur solitude, le sentiment d'être «une pierre qu'on lance et qui ne tombe jamais» - soit de n'être jamais chez soi, ni ici ni là-bas - leur solidarité, leur sentiment d'humiliation, leurs forces... «Je

«Dans ma famille, il y a de nombreuses origines: italiennes, anglaises, écossaises, suédoises, russes...»

ne vois plus Genève de la même manière, confie la réalisatrice. Quand on prend conscience de tous ces bâtiments créés par les saisonniers, cela donne à réfléchir.» Elle fait ainsi référence à la carte dessinée par Emilie Gleason, Jeanne Gillard et Nicolas Rivet, intitulée «Qui a construit Thèbes aux sept portes?», mettant en évidence les constructions des travailleurs venus d'ailleurs, à voir dans l'exposition. Déformation professionnelle sûrement, Katharine Dominicé préfère parler de celles et ceux qu'elle rencontre plutôt que d'elle-même. Discreète, elle ne cache cependant pas sa curiosité infinie et ses projets nombreux. Entre autres intentions: réaliser un film pour réunir ces différents portraits de saisonniers, un documentaire sur les chauffeurs routiers ou sur les frontaliers - elle-même en étant une depuis quelques années -, ou encore une fiction sur les secondos des années 1980. Parallèlement, la femme de cinéma étudie pour obtenir une maîtrise universitaire de formatrice d'adultes. «Ce n'est pas facile de vivre financièrement de la réalisation, et j'adore enseigner aux adultes. Pour l'instant, je leur donne des cours de français. Cela me permet de côtoyer la si riche diversité de Genève.» ■

Jeudi 21 novembre, 18h30-20h30, foyer du Théâtre Forum Meyrin, place des Cinq-Continents 1, Meyrin: projection des films *Lettres ouvertes* de Katharine Dominicé et *Les traces* de Pablo Briones, en présence des réalisateurs.

*Le Commun, rue des Bains 28, jusqu'au dimanche 24 novembre 2019, de 11h à 18h.


DE BIAIS

Daniel Süri

BYE, BYE, CHIEF HAPPINESS OFFICER

Le SMS reçu par Ruedi Saurer, le secrétaire général de la Manip (Mission d'action novatrice de l'industrie privée) était péremptoire: «Ruedi, on arrête tout. Annule la commande de baby-foot. Le vent a tourné.» C'était signé C. C-C, pour Carine Cordonnier-Cavin, dite Triple C, la directrice des RH de la Manip. Qui assistait en direct à un séminaire de cadres où le management par le bonheur en entreprise venait de se faire descendre en flèche.

Et par qui, je vous le demande, à vous qui n'en savez rien? Par Julia Florence de Funès de Galarza, petite-fille de Louis de Funès. Noonon? Si! Elle fait beaucoup moins de grimaces que son grand-père, mais elle ne met pas de gants, la philosophe de l'entreprise (Nooon? Si!): «Ce n'est pas avec des formations débilantes où les gens font du Lego ou du Kaplan ensemble pour voir s'ils ont l'esprit créatif que l'entreprise de demain sera le lieu de l'innovation et de la performance. Je ne parle même pas du bonheur au travail ou du bien-être en entreprise qui est le summum de l'absurde.» *Pafl!* aurait dit le grand-père. Notez que, toute philosophe de l'entreprise (Nooon? Si!) qu'elle soit, Julia de Funès aurait peut-être dû bosser sa logique formelle un poil de plus. Parce que, lorsqu'elle constate qu'à son avis, il n'y a jamais eu autant de mal-être dans l'entreprise alors que jamais les managers n'ont fait autant d'efforts pour le bien-être des salariés, elle estime que c'est le management qui rate sa cible. On pourrait inverser la causalité et prétendre que c'est parce qu'il y a beaucoup de mal-être dans

l'entreprise que les managers font tous ces efforts...

Quoi qu'il en soit, cela ne faisait pas rigoler Triple C, dont tout le personnel de la Manip pensait que rien, du reste, ne pouvait la faire se marrer. Pas même Louis de Funès et Bourvil dans *La grande vadrouille*, avec ou sans Big Moustaches et «Tea for two». Et là, ce renversement imprévu de la doctrine managériale, au moment où la Manip avait décidé de faire le pas vers le bonheur en entreprise, quelle tuile! Bon, vous me direz qu'en tant que responsable des ressources humaines de la Manip, Triple C devait s'attendre à ce changement de pied. Le management faisait ça cycliquement depuis son invention. Un coup, on élève la contrainte productive, un coup, on câline le personnel. Un coup le bâton, un coup la carotte. L'essentiel est que les ânes avancent, non? Pour cela, le dosage carotte/bâton dans la durée est essentiel. Parce que ces ânes d'employé-e-s sont des grand-e-s sensibles. Noonon? Si! Figurez-vous que si vous les chargez trop sans leur donner les moyens pour le faire, eh ben... Eh ben, quoi?

Eh ben *pafl!* Le burn-out! En revanche, si vous leur confiez des boulots peignards, eh ben... Eh ben, quoi? Eh ben *pafl!* Le *bore-out!* Le quoi? Le *bore-out*, l'ennui, l'épuisement, la dépression. Noonon? Si! Attends, attends, c'est pas fini! Parce que si on leur colle un job un peu trop à la con, tu sais quoi? Ils font un *brown-out*. Charmant anglicisme désignant à l'origine une coupure d'électricité. Le *brown-out*, c'est quand t'as plus de jus, parce que ton job n'a pas beaucoup de sens. Et attention, n'allez pas croire que ça concerne que les jobs à deux balles. Même le DRH qui voit sa prime augmenter à chaque fois qu'il licencie ou fait des coupes budgétaires finit par se demander si tout cela a vraiment un sens. Noonon? Si! Il est vrai que les chiffres d'un bilan réconfortent un peu moins qu'une tape dans le dos et un verre pris au bistrot, mais quand même, ce personnel, c'est d'un chétif de chez chétif... Mais pour en revenir à la petite-fille du grand comique, titulaire d'un doctorat en philosophie et d'un diplôme d'études supérieures spécialisées des RH, elle avait aussi constaté que le

travail devenait un moyen et plus une fin, voire, pire, une obligation sociale. Oh, alors ça, c'est nouveau dis donc... Mais non, partez pas en haussant les épaules et en grommelant que si on ajoutait trois mois de stage dans un dépôt d'Amazon aux études de philosophie de l'entreprise, on s'éviterait de telles «bœuferies»! - Je dis bœuferies, parce qu'y a pas de raison que ce soient toujours les ânes qui casquent. Allez, revenez, vous avez raté une marche: tout ce tintouin sur la perte de sens au travail, les distributions gratuites d'Haribo à la pause, les Chief Happiness Officers, le salarié qui s'en va malgré tous les baby-foots du monde, c'est pas pour vous et moi. C'est pas pour les prolos normaux, les salarié-e-s du commun, c'est pour les jeunes talents! La génération Y des jeunes talents qui veulent s'éclater en entreprise! Et qui se tirent parce qu'ils trouvent ces boîtes trop barbant, avec leur fixette sur les dividendes! Y veut du fun les Y. Ce qui rassura Triple C. Parce que, franchement, créer des boulots intéressants, pour tout le monde, fallait pas pousser non plus. ■

UNE INITIATIVE POUR L'AVS ET UNE GRÈVE POUR LE CLIMAT

Les délégués de l'Union syndicale suisse ont donné leur feu vert au lancement de l'initiative pour une 13^e rente AVS

Textes Jérôme Béguin
Photos Thierry Porchet

Réunis en assemblée vendredi dernier, les délégués de l'Union syndicale suisse (USS) ont décidé de lancer l'initiative populaire pour une 13^e rente AVS. Le dernier congrès de la fédération des syndicats, fin 2018, avait adopté ce projet dont l'idée était toute simple: le versement d'une rente de vieillesse supplémentaire, du même montant que la pension AVS perçue chaque mois, soit une augmentation de 8,33%. Un montant non négligeable sachant que la moitié des personnes ayant pris leur retraite en 2007 doivent joindre les deux bouts avec moins de 3600 francs par mois. «Avec cette 13^e rente, je pourrais, avec mon partenaire, me permettre quelques jours de vacances au Tessin, un bon dîner au restaurant ou une excursion sur le lac des Quatre-Cantons», a illustré Ursula Mattmann devant la centaine de délégués présents à la réunion. La présidente de la commission femmes d'Unia a avoué «devoir survivre avec une faible rente», alors même qu'elle a travaillé sa vie entière. Secrétaire général du Syndicat des services publics (SSP), Stefan Giger a fait part de sa crainte qu'après AVSplus et PV2020, cette initiative rencontre un nouvel échec dans les urnes: «Dans cinq ans, l'AVS sera certainement dans les chiffres rouges, il sera difficile d'argumenter pour un supplément. Je vois déjà les affiches: "Pas de cadeau de Noël quand l'AVS va mal!"» Pierre-Yves Maillard a répondu en prenant le contrepied: «Je me réjouis qu'on nous attaque de telle façon! A Noël, on a justement

besoin d'avoir un petit peu d'argent pour faire un cadeau à ses petits-enfants...» Et le président de l'USS a utilisé la formule attribuée à Bertolt Brecht: «Celui qui se bat peut perdre, mais celui qui ne se bat pas a déjà perdu... Et on va se battre!» «Si on ne fait rien, nous assisterons à une privatisation de la prévoyance professionnelle par le biais du 3^e pilier. Et ceux qui n'ont pas d'argent resteront sur le carreau», a prévenu Daniel Lampart, économiste et premier secrétaire de l'USS, en rappelant que la Suisse est «l'un des seuls pays où les rentes baissent». «Avec cette initiative, nous nous dotons d'un instrument pour mettre la question du montant des rentes au centre des discussions. Si nous ne lançons pas ce débat, personne ne va le faire», a souligné la présidente d'Unia, Vania Alleva. Plusieurs délégués du SSP sont intervenus pour demander que cette initiative ne serve pas de «monnaie d'échange» face à AVS21, le projet du conseiller fédéral Berset prévoyant un relèvement à 65 ans de la retraite des femmes. «Nous avons bien compris le message des femmes exprimé lors du vote sur PV2020 et le 14 juin. Il n'est pas question de faire cette négociation, nous nous battons contre toute élévation de l'âge de la retraite des femmes, comme des hommes», a assuré Pierre-Yves Maillard. Plusieurs syndicalistes se sont également exprimés en faveur de l'inclusion, dans l'initiative, de l'assurance invalidité. «Le premier pilier englobe l'AVS et l'AI, la lutte doit rester commune, solidaire, il n'y a pas de raison de sortir l'AI. Nous susciterons plus de sym-



Le président de l'Union syndicale suisse, Pierre-Yves Maillard, a défendu le projet d'initiative pour une 13^e rente AVS, face aux doutes de certains délégués à la suite de récents échecs en votation.

pathie si nous l'incluons», a plaidé la présidente du SSP, Katharina Prelicz. «C'est grâce à la dynamique de l'AVS qu'on peut espérer améliorer les rentes AI. Si le wagon de l'AI est détaché de l'AVS, on n'aura aucune chance de gagner. Si on veut que le progrès social profite à tous, il faut aussi qu'il bénéficie à nos collègues qui ont un handicap», a déclaré de son côté Philippe Martin du SSP. «Ne pas inclure les assurés de l'AI serait délivrer à leur égard un message d'abandon», a dit encore Davide de Filippo du syndicat genevois Sit. «Personne ne veut maltraiter les gens à l'AI, mais il nous faut être ici pragmatiques», a expliqué Aldo Ferrari, vice-président d'Unia. Au vote, une majorité des délégués a été de cet avis. Le comité présidentiel de l'USS a été chargé de choisir le meilleur moment pour lancer l'initiative, ce sera sans doute au début du printemps prochain.

LES BÉNÉFICES DE LA BNS À L'AVS

Toujours concernant l'AVS, les délégués ont par ailleurs approuvé l'exigence que les bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) soient mis à contribution pour financer l'AVS. «On a de l'argent qui dort à la BNS, il est grand temps que les travailleurs et les rentiers puissent en profiter», a lancé Gilbert D'Alessandro du syndicat des transports SEV. Pierre-Yves Maillard a articulé le chiffre de 110 milliards de francs d'augmentation des fonds propres en deux ans, tandis que Daniel Lampart évoquait les 800 milliards investis à l'étranger, qui rapportent au moins 10 milliards par an. Il s'agira d'œuvrer au Parlement afin de rallier une majorité en faveur de cette idée. Si la voie parlementaire devait échouer, l'USS examinera le lancement d'une initiative. La grève du 14 juin a également fait l'objet d'une discussion des délégués. «La grève des femmes n'était qu'un début», a dit Regula Bühlmann, secrétaire centrale de l'USS, en proposant aux délégués d'agir dans les domaines de la garde d'enfants, des soins et de l'assistance. Mandat a été donné à un groupe de travail d'élaborer un projet en ce sens et de constituer une alliance. Enfin, les délégués ont décidé que la question des services publics serait l'un des thèmes centraux de leur prochaine assemblée. «L'opposition aux privatisations reste essentielle, mais n'est plus suffisante, il faut passer à l'offensive. L'Union syndicale du canton du Tessin avait proposé des initiatives pour renationaliser les régies publiques, on pourrait commencer par La Poste», a lancé Graziano Pestoni. «Nous exigeons de mettre fin aux réorganisations, nous demandons du personnel en suffisance, bien formé et payé de manière décente, il faut arrêter avec les managers et revenir à des directeurs qui ont une sensibilité pour le service public», a déclaré pour sa part Giorgio Tuti, le président du SEV. ■



Ambiance.

UNE HEURE DE GRÈVE POUR LE CLIMAT

Les délégués ont aussi adopté une résolution dans laquelle ils expriment leur soutien au mouvement en faveur du climat. «Les syndicats ont un devoir, c'est de soutenir ce mouvement du mieux que nous pouvons», a déclaré Dore Heim, secrétaire centrale de l'USS. Sur proposition de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), trois points importants ont été ajoutés à la résolution: le mouvement syndical «doit intégrer une dimension relative à la protection de l'environnement», se doter «à brève échéance d'un cahier de revendications sur les questions climatiques en organisant notamment une journée nationale de réflexion sur cette thématique» et soutenir la journée de grève sur le climat du 15 mai 2020 proposée par les jeunes militants. «Il y a une prise de conscience que le changement climatique a un impact sur les conditions de travail, l'exemple a été frappant cet été sur les chantiers. Nous sommes dorénavant confrontés à des membres et des travailleurs qui nous posent des questions sur ce sujet. Nous avons un besoin urgent de développer des revendications», a expliqué Alessandro Pelizzari. Parallèlement, a noté le président de la CGAS, il y a ce «mouvement impressionnant de jeunes», il s'agit «de futurs travailleurs, syndiqués et syndicalistes», qui recherchent l'appui des syndicats et qui méritent d'être soutenus. «Les jeunes sont arrivés devant un obstacle majeur. Ils voient que, sauf à la marge, rien ne bouge, ils comprennent que, pour que ça change, il faut faire des arrêts de travail et font appel au mouvement syndical», a souligné Agostino Soldini du SSP. La CGAS proposait que l'USS «se déclare partie prenante de l'appel à la journée de grève sur le climat du 15 mai 2020» et «appelle les travailleurs à observer au moins une heure de grève dans l'ensemble des régions et des secteurs». La direction de l'USS a toutefois préféré et obtenu au vote une autre formulation. Au final, l'assemblée des délégués «invite les fédérations et les régions à envisager au moins une heure de grève ou d'action pendant le temps de travail». «D'expérience, il nous semble difficile de créer une grève. Une grève, ça se prépare sur le terrain, c'est pour cela que nous proposons d'organiser des discussions sur les lieux de travail, a argumenté le président de l'USS. On a six mois pour dire aux jeunes, mais aussi aux femmes qui se sont mobilisées le 14 juin, de rejoindre notre mouvement. Si nous augmentons massivement le nombre de nos membres alors nous ferons peur aux puissants.» ■

BRÈVE

TRAIN DE MESURES POUR LE POUVOIR D'ACHAT

La veille de l'assemblée des délégués, l'USS avait organisé une conférence de presse pour présenter dix mesures afin de trouver une solution aux salaires faisant du surplace, aux rentes du 2^e pilier qui baissent alors que les cotisations augmentent et au fardeau des primes maladie qui grèvent le pouvoir d'achat des ménages. Ces mesures, sur lesquelles nous reviendrons, proposent: des hausses substantielles de salaire; la lutte contre la discrimination salariale des femmes; un 13^e salaire pour toutes et tous; une amélioration substantielle de la situation professionnelle des femmes; davantage de CCT fixant des salaires minimaux et une meilleure protection des salariés; le renforcement de l'AVS par une 13^e rente; l'amélioration du rapport prix/prestations dans le 2^e pilier; la limitation de la charge représentée par les primes maladie à 10% du revenu; la distribution d'une partie des bénéfices de la BNS en faveur de l'AVS; et enfin une hausse des allocations familiales. ■ L'ES

UNIA

Unia Région Transjurane
www.transjurane.unia.ch

Le Syndicat.

Assemblée générale des retraité-e-s Unia Transjurane

Mercredi 27 novembre 2019 à 15h
Restaurant de la Croix Blanche à Bassecourt

INVITATION

Ordre du jour

1. Salutations du Président et hommage aux disparu-e-s.
2. Procès-verbal de l'Assemblée générale du 21 novembre 2018.
3. Bilan des activités du groupe en 2019.
4. Elections statutaires du comité.
6. Divers.
7. Conférence: «Des gens au service social, pourquoi et qui en bénéficie» par Valérie Scherrer.

A l'issue de l'assemblée, une collation sera offerte.
L'Assemblée générale est ouverte à toutes et tous les retraité-e-s et futur-e-s retraité-e-s en 2020 de la région Transjurane.
Au plaisir de vous y rencontrer nombreuses et nombreux!

Denis Berger, Président
Dominique Stalder, Secrétaire syndicale

UNIA

Unia Région Genève

Le Syndicat.

Assemblée générale du personnel de la métallurgie

Jeudi 28 novembre 2019 à 17h30
à l'UOG, 3 place de Grottes, Genève

AU PROGRAMME

Négociations CCT métiers techniques du bâtiment

Ce que veulent les patrons:

- **Flexibilisation du temps de travail:**
On bossa de 6h à 22h.
- **Panier, on passe de 4km à 8km:**
Panier à 18 fr. mais seulement après 8km.
Personne ne le touchera!
Les mensualisés: aucune augmentation!
- **Coût de la vie, au bon vouloir du patron:**
C'est le patron qui décide qui est augmenté ou pas!

LE TEMPS DE LA MOBILISATION EST ARRIVÉ!

Organisation et informations:
Unia Région Genève, 0848 949 120, blaise.ortega@unia.ch

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, David Prêtre,
Jean-Claude Remmuald, Daniel Süri

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 58 164 exemplaires

AVIS À NOS LECTRICES ET LECTEURS!

Conformément au plan de parution, *L'Événement syndical* ne paraîtra pas la semaine prochaine. Nous vous donnons rendez-vous le mercredi 4 décembre. ■
La rédaction



Liberte'.

Lire et écrire. Cours pour adultes dans toute la Suisse romande. Sans jugement. Pour mieux participer à la vie. Pour être libre.

0840 47 47 47

Tarif local

Association Lire et Ecrire

UNIA

Le Syndicat.

Unia est le plus important syndicat de Suisse. En tant qu'organisation dynamique et efficace comptant près de 200'000 membres, nous représentons les intérêts des travailleuses et travailleurs. Nous luttons pour obtenir de meilleures conditions de travail et des prestations équitables pour nos membres.

Ces derniers sont la base de toute action syndicale et nous recherchons deux collaborateurs-trices pour soutenir nos collègues dans leur action de développement de l'organisation, dans notre région du Jura et du Jura Bernois.

L'entrée en fonction est prévue pour **février 2020** (ou date à convenir).

Syndicaliste pour le secteur du tertiaire à 60-80%

Vos tâches principales

- le recrutement de nouveaux membres dans le secteur du tertiaire;
- le développement de la présence syndicale dans les entreprises;
- l'organisation et l'accompagnement de nos membres et militant-e-s notamment par la mise en place et l'animation d'activités syndicales dans les secteurs et dans les groupes d'intérêts;
- la formation des militant-e-s, le conseil et la défense des intérêts de nos membres et leur mobilisation;
- la tenue de permanences syndicales;
- le suivi de dossiers individuels et collectifs de nos membres.

Votre profil Vous êtes au bénéfice d'une formation professionnelle (CFC ou titre équivalent) et souhaitez promouvoir l'action syndicale auprès des travailleuses et des travailleurs. Vous maîtrisez parfaitement le français et, idéalement, une langue de la migration. Vous communiquez avec aisance, savez convaincre et vous êtes capable de fédérer un groupe et de le mener au but. Vous tissez des contacts et appréciez de faire de nouvelles rencontres. Votre méthode de travail est structurée, axée sur les objectifs et vous appréciez le changement. Les outils informatiques courants n'ont pas de secret pour vous et vous disposez d'un permis de conduire.

Notre offre Unia vous propose un travail riche de sens et intéressant. Une activité variée et stimulante, avec des conditions de travail progressistes et de très bonnes prestations sociales. Votre poste de travail se trouve à Delémont et vous vous déplacerez quotidiennement dans le Jura et le Jura Bernois.

Collaborateur-trice au service externe à 80-100%

Vos tâches principales

- le recrutement de nouveaux membres;
- le développement de la présence syndicale dans les entreprises;
- l'organisation et l'accompagnement de nos militant-e-s notamment par la mise en place et l'animation d'activités syndicales dans différentes professions et dans les groupes d'intérêts;
- la formation des militant-e-s, le conseil et la défense des intérêts de nos membres et leur mobilisation.

Votre profil Votre formation professionnelle (CFC ou titre équivalent) en poche, vous souhaitez promouvoir l'action syndicale auprès des travailleuses et des travailleurs. Vous communiquez avec aisance en français et, idéalement, dans une langue de la migration. Capable d'écouter et convaincre vos interlocuteurs, vous avez une attitude à la vente. Vous êtes capable de fédérer un groupe et de le mener au but. Vous tissez des contacts et appréciez de faire de nouvelles rencontres. Votre méthode de travail est structurée, axée sur les objectifs et vous appréciez le changement. Les outils informatiques courants n'ont pas de secret pour vous et vous disposez d'un permis de conduire.

Notre offre Unia vous propose un travail riche de sens et intéressant. Une activité variée et stimulante, avec des conditions de travail progressistes et de très bonnes prestations sociales. Votre poste de travail se trouve à Delémont et vous vous déplacerez quotidiennement dans le Jura et le Jura Bernois.

De plus, afin de renforcer le secrétariat de direction, la région Transjurane (Jura et Jura Bernois) recherche, pour une entrée en fonction en janvier 2020 (ou date à convenir), un-e:

Secrétaire de direction à 50%

Vos tâches principales

- secrétariat de direction - gestion et assistance administrative pour la direction régionale;
- secrétariat de la secrétaire régionale;
- organisation d'événements, des séances des instances régionales et rédaction de PV;
- exécution de tâches liées à la communication régionale avec les membres et à l'extérieur;
- suivi régulier et développement des réseaux sociaux et du site internet de l'organisation, à niveau régional.

Votre profil Au bénéfice d'une formation commerciale (CFC ou titre équivalent), vous avez une maîtrise excellente de la langue française et de bonnes connaissances d'une langue étrangère. Vous êtes à l'aise avec les outils informatiques usuels et, idéalement, avec des logiciels de traitement d'images. Le monde du web et l'utilisation professionnelle des réseaux sociaux n'ont pas de secret pour vous. Une formation dans le domaine de la communication serait un sérieux atout. Rigoureux-euse au travail, vous êtes doté-e d'une grande aptitude à l'organisation, la planification, et la gestion des priorités de manière autonome et dans les délais convenus. Vous avez une forte sensibilité syndicale et sociale, en lien avec nos activités.

Notre offre Unia vous propose un travail riche de sens, une fonction clé dans le pool d'assistance à la direction et d'intéressantes possibilités de formation continue. Vous bénéficiez de conditions de travail progressistes et de très bonnes prestations sociales au sein d'une organisation à but non lucratif. Le lieu principal de l'activité est le secrétariat de Delémont.

Si vous êtes intéressé-e par une de ces trois offres, n'hésitez pas à nous faire parvenir votre postulation jusqu'au **29 novembre 2019**. Nous nous réjouissons de recevoir votre dossier de candidature complet, par e-mail, à l'adresse transjurane@unia.ch

Pour toute demande de précision: Michele De Bonis, Responsable RH et Finances, tél. 0848 421 600.

UNIA

Le Syndicat.

La région Unia-Genève cherche pour une entrée en fonction de suite ou à convenir.

Un-e juriste à 80%

Le syndicat Unia est à la recherche d'une personne pour renforcer son service juridique et épauler les secrétaires syndicaux dans la défense de ses membres.

Tâches:

- Etablissement de dossiers pour les différentes juridictions genevoises, notamment les Prud'hommes et le tribunal cantonal des assurances sociales
- Tenue de permanences juridiques
- Accompagnement des travailleuses et travailleurs devant les tribunaux
- Conseils juridiques et avis de droit en collaboration avec les secrétaires syndicales-aux
- Participation aux activités du mouvement syndical lors d'actions collectives

Qualités requises:

- Formation de juriste
- Partage des valeurs syndicales
- Bonnes connaissances du droit du travail, des assurances sociales, du droit des étrangers
- Sens de l'organisation et autonomie
- Expérience associative, un atout
- Flexibilité et résistance au stress

Nous offrons un travail riche de sens et varié ainsi que de bonnes conditions de travail, une formation continue, dans un environnement dynamique au sein d'une organisation à but non lucratif. Avons-nous éveillé votre intérêt? Nous nous réjouissons de recevoir votre candidature munie de tous les documents nécessaires à l'attention de Anne Quaegebeur, par mail anne.quaegebeur@unia.ch - Délai de retour des candidatures: **2 décembre 2019**. Pour tout renseignement complémentaire, veuillez-vous adresser à Alessandro Pelizzari, Secrétaire Régional, alessandro.pelizzari@unia.ch

ACCÈS AUX SOINS POUR TOUTES

L'organisation Terre des femmes Suisse demande aux autorités que toutes les victimes de violences aient, dès leur arrivée dans nos frontières, un accès à une aide spécifique

Sonya Mermoud

Offrir à toutes les migrantes brutalisées et maltraitées, indépendamment de leur statut, un soutien spécifique. Leur permettre d'accéder à des soins quand bien même les agressions subies se sont déroulées hors de nos frontières: voilà les revendications de Terre des femmes Suisse, soutenue par une large coalition d'associations dont les Femmes Unia, qui lance un appel dans ce sens aux autorités. «Qu'une femme soit violée sur la route de l'exil ou qu'elle ait été victime de violences dans son pays d'origine: elle ne bénéficie d'aucune aide spécialisée. La Suisse ne s'estime pas responsable de problèmes survenus à l'étranger», dénonce Simone Eggler, en charge de la communication politique de Terre des femmes Suisse. «La Lavi (Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions) exclut de son champ d'application les violences commises hors du pays. Par conséquent, les personnes qui ne sont pas domiciliées en Suisse au moment du crime n'ont pas le droit et l'accès à des services vitaux.» Une situation qui n'a pas incité pour autant le Conseil fédéral à repenser la législation. Dans un communiqué de presse du 16 octobre,

ce dernier a annoncé qu'une extension de la portée de la Lavi n'était pas pertinente. Il estime en revanche que des «solutions pragmatiques» pour les femmes et les filles concernées par la question et autorisées à rester dans notre pays devraient être trouvées.

SOLUTION DISCRIMINATOIRE

«Un pas dans la bonne direction. C'est la première fois que le gouvernement reconnaît l'existence d'un problème après avoir demandé un rapport sur la situation prévalant dans le domaine», poursuit la collaboratrice de l'ONG précisant que l'étude a été menée à la suite d'un postulat de la socialiste Yvonne Feri. Pour mémoire, cette dernière avait demandé, en juin 2016, des précisions sur l'encadrement offert aux réfugiées victimes de violences et d'exploitation sexuelle. «Nous ne sommes toutefois pas satisfaits de la proposition des autorités, partielle et discriminatoire, excluant les autres catégories de populations. Nous demandons que toutes les victimes accèdent aux thérapies, pas seulement celles autorisées à demeurer dans le pays.» Le cas échéant, des dizaines de milliers de personnes seraient potentiellement concernées si l'on tient compte des évaluations de l'ONU. L'organisation estime en effet que 70% des femmes réfugiées ont subi des agressions sur leur parcours. Les chiffres actuels des femmes ressortant de l'asile communiqués par Terre des femmes Suisse sur la base de statistiques officielles se déclinent comme suit: fin septembre, on comptait 4659 requérantes d'asile, 2100 demandeuses déboutées dépendant de l'aide d'urgence et 156 dont la procédure de renvoi a été suspendue. A ces chiffres s'ajoutent 19 290 exi-



Terre des femmes Suisse est soutenue par une vaste palette d'organisations.



La situation des migrantes interpelle dans notre pays. Toutes doivent avoir les mêmes droits, qu'elles obtiennent l'autorisation de rester ou non. Le 8 mars 2018, le collectif Appel d'elles remettait au Conseil fédéral une pétition munie de plus de 8300 signatures demandant notamment la reconnaissance de la violence subie par les exilées.

lées admises provisoirement. Ce statut étant rarement temporaire, se pose la question de savoir si ces dernières personnes sont intégrées ou non dans l'aide envisagée... Enfin, le nombre de femmes sans papiers s'élèverait, quant à lui, à 38 760 femmes (selon une évaluation datant de 2015).

VIOLATION DES OBLIGATIONS INTERNATIONALES

«Nous n'avons pas de solution toute faite. Des pistes doivent être explorées avec l'ensemble des acteurs du domaine afin d'offrir une aide à toutes», martèle Simone Eggler notant qu'avec le Fiz (Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes), des discussions avec les autorités se poursuivent. «Nous avons aussi besoin du soutien de la société

civile, des ONG et des syndicats. Il s'agit de respecter les droits humains. Et de disposer de structures adaptées dans tout le pays.» Sur ce dernier point, la collaboratrice de Terre des femmes Suisse souligne les grandes disparités entre les cantons. Pour l'ONG, créée en 2003, l'attitude et la pratique de la Confédération et des cantons violent aujourd'hui les obligations internatio-

nales. Et Terre des femmes Suisse de se référer à un rapport du Conseil de l'Europe publié le 9 octobre. Dans ce dernier, le Groupe d'experts sur la traite des êtres humains a appelé la Suisse à agir en conformité avec les conventions signées, allant dans le sens des revendications de l'ONG. ■

Plus d'infos: terre-des-femmes.ch/fr

BRÈVE

AUTOUR DU 25 NOVEMBRE

Dans le cadre de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, différentes actions et rencontres sont prévues.

A Lausanne, le 23 novembre à 15h, le Collectif vaudois de la grève féministe lance un appel à manifester «contre les violences sexistes et sexuelles» dans les rues de la capitale. Le cortège partira de la place de la Riponne.

A Lausanne encore, le 25 novembre, le Collectif envisage d'organiser une *flash mob* à l'heure de pointe à la gare et de remettre ses revendications au gouvernement. Le groupe rappelle que, dans nos frontières, une femme sur cinq est victime d'agression (infos: vaud.grevefeministe@gmail.com).

A Genève, le 25 novembre de 17h à 18h30, rassemblement à la rue de la Monnaie. Au programme: chaussures rouges et bougies.

Le Collectif genevois pour la grève féministe invite à placer des bougies à toutes les fenêtres durant la nuit en signe de soutien aux femmes victimes de violences.

A Genève encore, le 25 novembre à 18h30, Les Créatives et l'Agenda 21 de la Ville de Genève organisent une table ronde sur le thème «Pour en finir avec les violences faites aux femmes». Y participeront: Uma Mishra-Newbery, directrice de la Women's March Global; Perrine Le Querrec, écrivaine, autrice du livre *Le prénom a été modifié*; Manon Schick, directrice d'Amnesty International suisse; et Muriel Golay, directrice du Centre LAVI. La discussion, modérée par Miruna Coca-Cozma, journaliste à la RTS, se tiendra à l'Alhambra, rue de la Rôtisserie 10 à Genève.

Amnesty International organise des ateliers intitulés «Ne détournez pas le regard» dans différentes villes de Suisse romande en novembre et décembre. Renseignements sur: amnesty.ch/fr ■

Maintenir la flamme du 14 juin

Jusqu'au 23 novembre à Genève, une exposition collective revient sur la grève du 14 juin et celles qui l'ont faite

Le 14 juin 2019, un demi-million de femmes et d'hommes solidaires étaient dans les rues pour réclamer l'égalité. Un moment historique et intense. Le début d'un mouvement destiné à s'inscrire dans la durée. Et justement, pour continuer à faire vivre cette lutte, une exposition collective se tient jusqu'au 23 novembre dans le cadre du festival féministe romand Les Créatives. Organisée à Genève par des membres du Collectif genevois de la grève féministe 2019, l'expo rend hommage à la grève, à celles qui l'ont organisée et aux grévistes. Parce que chaque personne a vécu une grève différente, et que cette exposition collective est l'occasion de fournir des regards croisés sur ce moment et de montrer la diversité des actions et des parcours durant cette grève.

Au programme, des témoignages, des pancartes, des œuvres d'art, des anecdotes, des éléments historiques mais

aussi des pistes pour l'avenir de cette mobilisation. Une expo qui ressemble à cette grève: multiple, joyeuse, explosive, créative et libératrice. ■ L'ES

Infos:

Exposition collective jusqu'au 23 novembre.

Lieu: Théâtre Saint-Gervais, rue du Temple 5 à Genève.

Horaires: de lundi à vendredi de 16h30 à 21h, samedi de 15h à 21h.

Entrée libre.

Autres rendez-vous:

Mercredi 20 novembre à 18h30: Réunion ouverte du groupe de travail «communication».

Espace d'exposition, 2^e étage du Théâtre Saint-Gervais.

Lundi 25 novembre à 17h30: Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, action du collectif genevois de la grève féministe, place de la Monnaie.

POING LEVÉ

FEMMES, RELEVEZ LA TÊTE

Par Manon Todesco

Vingt-quatre mortes. En 2018, la Suisse a enregistré un niveau de violence domestique jamais atteint, à savoir 18 522 cas connus, soit 1 498 de plus que l'année d'avant. Chaque semaine, quelque part dans notre pays, une personne est victime d'une tentative d'homicide. Toujours en 2018, 24 femmes sont décédées des suites de ces violences. Bien sûr, on est loin des dizaines et des dizaines de victimes tristement recensées chaque année chez nos voisins français, mais ce sont déjà 24 disparitions de trop.

Berne passe à l'action. L'année dernière, dans le cadre de l'entrée en vigueur de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, aussi appelée Convention d'Istanbul, la Suisse s'était engagée à lutter contre la violence physique, psychologique et sexuelle, mais aussi contre le harcèlement, les mutilations génitales féminines ou encore le mariage et l'avortement forcés. Aujourd'hui, le Conseil fédéral va plus loin. Il a adopté le 13 novembre une nouvelle ordonnance visant à renforcer les mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Concrètement, cette base légale permettra par exemple de soutenir des campagnes nationales d'information et de sensibilisation, des mesures de formation pour les professionnels ou des projets de prévention destinés aux victimes et aux auteurs de violence. L'ordonnance, qui entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier 2020, contribuera par ailleurs à garantir une meilleure coordination entre les acteurs privés et publics.

Genève pionnière. Au bout du lac, on n'aura pas attendu sur Berne. A quelques jours du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Ville de Genève a, de son côté, dévoilé son plan d'action intitulé «Sexisme et harcèlement dans l'espace public». Étale sur trois ans, il prévoit, entre autres, de la prévention à travers une nouvelle campagne de sensibilisation «Objectif zéro sexisme dans ma ville», des stages d'autodéfense pour les femmes, la formation de plus de 300 agents de la police municipale sur le sexisme ordinaire et le harcèlement, des ateliers de courage civique ou encore une grande enquête de l'Université de Genève sur les pratiques des femmes dans l'espace public. Parce que toute fille et toute femme doit pouvoir marcher dans la rue sans avoir rien à craindre, sans avoir à baisser les yeux, même s'il est tard, même dans des endroits peu fréquentés, et même si elle porte une jupe... Et parce que chacune d'entre elles doit pouvoir fréquenter les lieux qui lui chantent, de manière sereine, sans se faire siffler, draguer, harceler, insulter, agresser ou encore violer. Parce que les violences sexuelles et sexistes dans l'espace public, que ce soit dans les transports, au travail, au sport, à l'école, sur les réseaux sociaux ou dans les lieux de fête, ne sont ni acceptées, ni acceptables. ■

Plus d'infos: geneve.ch/zero-sexisme

Quand syndicalisme et cinéma se rencontrent

En décembre, Ciné-Doc propose six projections du documentaire «On va tout péter», suivies de discussions avec des syndicalistes d'Unia.

Manon Todesco

On va tout péter, c'est l'histoire de ces 300 ouvriers de l'usine d'équipement automobile GM&S dans la Creuse, en France, qui apprennent en 2017 que leur entreprise est menacée de liquidation et dont le plan social laisse la moitié d'entre eux sur le carreau. Son réalisateur, le rebelle britannique Lech Kowalski, connu pour ses films sur le punk rock, les sans-abri ou encore les toxicomanes de New York, a vécu neuf mois à leurs côtés, au cœur d'une lutte acharnée. Caméra au poing, il témoigne de la révolte de ces travailleurs contre un système qui les a détruits mais aussi de la solidarité incroyable de ce mouvement.

Pour sa 4^e saison, Ciné-Doc propose en décembre six projections de ce documentaire en Suisse romande. En collaboration avec Unia, c'est une première, toutes les séances seront suivies de discussions avec des syndicalistes régionaux. ■

Plus d'infos: cinedoc.ch/programmation



«Les ouvriers m'ont mené vers le fil de l'histoire»

Propos recueillis par **Mélissa Veuthey**
pour Ciné-Doc

Cinq questions au cinéaste Lech Kowalski.

Pouvez-vous nous expliquer ce qui vous a amené à faire un film sur l'usine GM&S?

Il y a dix ans, j'avais filmé une autre usine, Sodimatex, que les employés menaçaient de faire exploser, mais je n'avais pas utilisé ces images. Ma productrice, Odile Allard, a appris que les employés d'une autre entreprise, GM&S, menaçaient également de la faire sauter. Je suis donc allé voir ce qu'il s'y passait et deux employés de Sodimatex m'ont accompagné, pour m'aider à comprendre la situation. J'y suis resté pour faire ce film.

Était-ce un intérêt personnel d'aller sur place et de filmer ce que vivaient les ouvriers?

Oui, cela faisait longtemps que je voulais réaliser un film en France. Mes parents étaient ouvriers, c'est une réalité que je comprends. Et puis, je me demande depuis longtemps comment survivent les ouvriers ici, puisque toutes ces entreprises, du moins en Occident, ferment. La situation économique change. Les gens ont de moins en moins de choix sur la façon dont ils peuvent gagner leur vie. C'est pour moi un aspect fondamental de la démocratie: on doit pouvoir avoir ce choix. Et aujourd'hui, il n'est plus garanti.

Vous êtes arrivé comme observateur. Est-ce qu'il est possible de conserver ce rôle au fil du temps, ou est-ce qu'à un moment donné, on prend part à l'action?

Une fois sur place avec les ouvriers, c'est évident qu'on laisse une place aux émotions, car on voit comme les gens souffrent. En même temps, il est nécessaire de conserver une objectivité. J'ai fait attention à ne pas prendre part à la lutte. Si on parti-

cipe, on commence à faire de la propagande et ce n'est pas ce que je souhaitais. Ce qui m'intéressait vraiment, c'était les gens, les individus. Ce sont eux qui m'ont mené vers le fil de l'histoire. Ma caméra s'est immergée dans leur vie. C'est un film sur la réalité de notre époque.

Le documentaire montre à la fois une réalité tragique et une grande force collective. Que représentait cette solidarité pour les ouvriers de l'usine?

En filmant, j'ai rapidement compris que ces ouvriers souhaitaient lutter ensemble. Bien sûr, certaines personnes dans ces luttes sont plus motivées que d'autres et deviennent leaders, mais elles n'auraient pas eu la force de prendre ce rôle sans le soutien des autres employés qui les encourageaient et les soutenaient. Ils parlaient constamment entre eux de ce qu'il fallait faire, de comment gérer telle ou telle chose. Ces ouvriers apprenaient à lutter sur le tas. A un moment donné, il n'était plus question de gagner ou de perdre mais de conserver cette solidarité et une dignité, de se battre contre le système. Mon sentiment, c'est qu'en tant qu'humanité, nous allons devoir coopérer de façon solidaire contre les forces qui nous font face, c'est-à-dire l'argent et les actionnaires. Il s'agit à mon sens de trouver une nouvelle forme de démocratie. Une manière de fonctionner qui permettrait que le gouvernement représente réellement le peuple. C'est incroyable de constater les sommes dépensées par le Gouvernement français dans les actions de la police sur le site de GM&S: tant d'argent dilapidé au lieu d'essayer de comprendre comment aider les ouvriers.

Qu'avez-vous appris de cette expérience?

Lorsque j'étais avec les ouvriers, j'ai vu une grande connexion entre tout le monde. On en retire une grande énergie, on a une meilleure impres-

sion de soi-même. Je me suis intéressé à la lutte dans un sens plus profond. Pour faire le montage du film, je suis resté dans cette région et ne suis pas retourné à Paris, je voulais rester là et continuer à ressentir ce qu'ils ressentaient.

Vous savez, ça m'a pris beaucoup de temps pour faire ce film et je pense que cette énergie que j'ai eue pour le réaliser venait de la solidarité que je sentais chez les ouvriers. Cette force m'a réellement porté durant tout le processus! ■

SÉANCES AVEC UNIA

Monthey: mardi 3 décembre, 20h, cinéma Plaza.

Discussion en présence de Blaise Carron, syndicaliste Unia Valais.

Bulle: mercredi 4 décembre, 18h15, cinéma Prado.

Discussion en présence d'Armand Jaquier, secrétaire régional Unia Fribourg.

Chexbres: mercredi 4 décembre, 20h30, cinéma de la Grande Salle.

Discussion en présence d'Yves Defferrard, secrétaire régional Unia Vaud. Apéritif offert avant la séance à 20h.

Orbe: jeudi 5 décembre, 19h30, cinéma Urba.

Discussion en présence de Nicole Vassalli, secrétaire syndicale Unia Vaud.

Payerne: vendredi 6 décembre, 18h15, cinéma Apollo.

Discussion en présence d'Edy Zihlmann, secrétaire syndical Unia Vaud.

Vallée de Joux, Le Sentier: dimanche 8 décembre, 10h30, cinéma La Bobine.

Discussion en présence de Noé Pelet, syndicaliste Unia Vallée de Joux. Petit-déjeuner offert avant la séance à 10h.

COMMUNIQUÉS

BOLIVIE DÉMOCRATIE EN GRAVE DANGER

La Bolivie vit durant ces jours une période marquée par des contestations, des mutineries, de la violence... L'opposition, avec l'appui vraisemblable des Etats-Unis notamment, a contesté les résultats des élections du 20 octobre, en appelant à un second tour, avant même que les résultats définitifs soient connus alors que le président sortant Evo Morales avait une avance d'environ 10%, et que les régions rurales, habituellement favorables au parti du président Morales n'avaient pas encore envoyé leurs résultats. La fragilité du Tribunal suprême électoral a contribué à discréditer ces résultats. L'annonce d'un recomptage du scrutin, sous l'égide de l'OEA (Organisation des Etats américains), accepté par Evo Morales, n'a pas calmé les forces d'opposition, qui ont demandé, sans légitimité, le départ du président et la tenue de nouvelles élections sans lui. L'opposition s'est fortement organisée pour descendre dans la rue. Ce dimanche 10 novembre, le départ forcé d'Evo Morales président élu, s'apparente à un coup d'Etat. Cela constitue une atteinte grave aux institutions démocratiques ainsi qu'aux acquis sociaux de la population bolivienne – acquis sociaux obtenus depuis l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir en 2005.

Ce coup d'Etat montre bien que l'opposition ne cherchait pas l'alternance démocratique mais la fin de l'Etat plurinational, mis en place par le président Morales, qui avait permis une assez bonne stabilité politique, une croissance économique et la reconnaissance du droit des indigènes. Engagée auprès des populations vulnérables de Bolivie, E-Changer (ONG suisse basée à Lausanne, *ndlr*) tient à dire toute sa solidarité envers le peuple et son soutien envers toutes les personnes qui œuvrent à plus d'égalité et de solidarité. Elle condamne l'interruption des processus démocratiques en cours pour ces élections présidentielles ainsi que tout déploiement de la violence à l'encontre des intérêts du peuple bolivien.

E-Changer enjoint le Gouvernement suisse à intervenir pour garantir les droits démocratiques du peuple bolivien et sa sécurité. ■ **E-Changer, le 13 novembre.**

BRÉSIL LIBÉRATION DE LULA, LE SYSTÈME JUDICIAIRE TOUJOURS SUR LA SELLETTE

La Confédération syndicale internationale (CSI) a salué la libération de l'ex-président brésilien Lula et a demandé la levée de toutes les poursuites judiciaires menées contre lui et d'autres politiciens progressistes. Lula a été libéré (vendredi 8 novembre, *ndlr*) après 580 jours d'emprisonnement, la Cour suprême du pays ayant décidé de respecter la Constitution, en annulant l'emprisonnement jusqu'à ce que toutes les possibilités de recours soient épuisées.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a déclaré: «C'est un grand soulagement d'apprendre que Lula peut enfin retrouver sa famille, ses amis et ses sympathisants. Le mouvement syndical international continuera à lui apporter son soutien pour que soient abandonnées toutes les accusations fallacieuses retenues contre lui. Son incarcération a ouvert la voie à l'élection du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, dont on connaît les conséquences dramatiques de la gouvernance sur la population brésilienne et son patrimoine.

Au lendemain de sa libération, Lula a critiqué les politiques du président Bolsonaro, affirmant que «les Brésiliens et les Brésiliennes ont faim, n'ont pas d'emploi, travaillent pour Uber ou livrent des pizzas à vélo». Il a également dénoncé le «côté pourri du système judiciaire».

Les poursuites dont a fait l'objet Lula ont été menées par l'ancien juge Sergio Moro, nommé au poste de ministre de la Justice sous le gouvernement de Jair Bolsonaro. L'attention se porte maintenant sur la collusion secrète de Sergio Moro avec les procureurs, dont le but était d'empêcher le plus populaire des hommes politiques du Brésil de se présenter aux élections en 2018.

Le 21 octobre, un juge de la Cour suprême de justice a rejeté une tentative des procureurs de faire emprisonner Dilma Rousseff, qui a succédé à Lula à la présidence du pays et à la direction du Parti des travailleurs.

Sharan Burrow ajoute: «De puissants oligarques ont transformé le système juridique brésilien en un outil au service des politiques de droite, réduisant à néant les progrès colossaux accomplis par le gouvernement de Lula et plongeant plusieurs millions de personnes dans la pauvreté. L'Etat de droit a été bafoué, pire encore, démantelé. Il doit être restauré.» ■ **CSI**

«NOUS SOMMES FIERES DE TRAVAILLER CHEZ UNIA!»

A l'occasion de la Journée oser tous les métiers, Ouïam, bientôt 11 ans, a interviewé deux apprentis de la région Vaud du syndicat. Découverte

Sylviane Herranz
Photos Neil Labrador

Une fois par année est organisée dans toute la Suisse une journée incitant les écoliers à découvrir un métier, si possible du genre opposé, afin de déconstruire les clichés touchant certaines professions. Cette journée est nommée différemment selon les cantons. A Genève, Fribourg ou Neuchâtel, c'est «Futur en tous genres». Dans le canton de Vaud ou celui du Jura, c'est la JOM, la «Journée oser tous les métiers». Ouïam, écolière de 7P à Yverdon-les-Bains, n'a pas souhaité passer cette journée dans un métier strictement masculin, comme l'avait suggéré sa maîtresse. Et elle assume, la tête haute, elle qui voit son avenir professionnel comme professeur de mathématiques à l'Université! C'est à la découverte du métier de journaliste qu'elle a choisi de consacrer sa première journée JOM. Et c'est avec une aisance déconcertante que, du haut de ses presque 11 ans, elle s'est glissée dans l'habit d'intervieweuse et de rédactrice à *L'Événement syndical* jeudi dernier. Au programme: interview des deux apprentis de 3^e année d'Unia Vaud, Adna, 19 ans, et Nicolas, 20 ans. Préparation des questions, entretien, écriture. Une immersion immédiate dans le métier, réalisée avec brio! Adna et Nicolas sont tous deux apprentis chez Unia à Lausanne. Adna a effectué ses deux premières années à la section de Vevey et travaille aujourd'hui pour la région Vaud. Nicolas est arrivé directement en 2^e année, à la section de Lausanne. Lui aussi effectue sa dernière année à la région. Ils font partie des sept apprentis employés de commerce actuellement chez Unia Vaud, dont cinq dans les secrétariats et deux à la caisse de chômage. Ils témoignent de l'engagement d'Unia pour la formation des jeunes. Le syndicat, qui occupe plus d'un millier



Dans la grande salle d'Unia à Lausanne, Ouïam s'est transformée avec aisance en journaliste, face à Adna et Nicolas, heureux de partager avec elle leur regard sur leur apprentissage.

d'employés en Suisse, compte au total 36 apprentis cette année. Place à la jeunesse! ■

Ouïam: Pourquoi avez-vous choisi ce métier?

Adna: J'ai choisi ce métier car il est varié et on peut toucher à tout, même si, au départ, je voulais plutôt travailler dans les soins.

Nicolas: J'ai fait plusieurs stages pendant l'école et cela m'a beaucoup plu. Toute ma famille travaille comme employés de commerce. Avec ce métier, on touche un peu à tout, c'est varié. J'aime le contact avec les clients, écrire des lettres et téléphoner.

Pourquoi vouliez-vous travailler au syndicat?

N.: C'est important pour moi de pouvoir aider les salariés. J'ai connu beaucoup de personnes ayant eu des soucis

avec leur employeur, c'est pour cela que je suis content de travailler ici. En plus, il y a une ambiance sympa.

A.: J'ai fait beaucoup de postulations pour trouver un apprentissage. J'ai préféré Unia, car l'ambiance dans les petites entreprises n'était pas agréable. Alors qu'ici, c'est très différent, c'est une grande société,

avec beaucoup d'espace et beaucoup d'avantages: un bon salaire, plus élevé qu'ailleurs, de grandes vacances de sept semaines, alors que mes amies apprenties n'en ont que cinq ou six, et une très bonne formation.

N.: Nous avons par exemple un après-midi chaque semaine pour étudier nos cours, cela est rare dans les autres entreprises. Il y a aussi un bon suivi des apprentis chez Unia.

Pour vous, c'est quoi le syndicat?

A. et N.: C'est une organisation qui lutte pour les conditions de travail des employés, qui soutient beaucoup de causes essentielles, comme cette année: le climat, la grève des femmes, etc.

Est-ce que vos amis s'étonnent que vous travailliez pour Unia?

A. et N.: Non! Et nous sommes fiers de travailler au syndicat!

Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans ce métier?

A.: J'aime beaucoup les manifestations, pendant mes deux premières années à Vevey, je suis par exemple souvent allée devant Nestlé pour protester avec mes collègues et des travailleurs venus d'autres pays. Il y a toujours une bonne ambiance et tout le monde est solidaire, c'est intéressant et beau à voir. Et au bureau, j'aime beaucoup le contact avec les membres.

N.: Lorsque je travaillais pour la section de Lausanne, en 2^e année, j'aimais



aussi beaucoup le contact avec les syndiqués et répondre à la permanence. Maintenant, je suis à la comptabilité de la région. Malheureusement, je n'ai plus de contact avec les membres, mais le travail avec les chiffres, qui demande plus de concentration, me plaît aussi beaucoup.

Quels sont les inconvénients de ce travail?

A.: Lorsque j'étais à Vevey, il y avait des membres assez spéciaux, qui nous agressaient au téléphone. Cela crée des situations embarrassantes. Nous, nous sommes là pour les aider, et eux nous menacent...

N.: En effet, certains membres ayant des problèmes s'en prennent aux personnes de l'administration. Ce n'est pas toujours plaisant à entendre, surtout qu'on n'y est pour rien.

Quel était votre rêve quand vous étiez enfants?

A.: Mon rêve était de devenir policière (*rire*) ou infirmière.

N.: Moi, je voulais être footballeur professionnel.

Pourquoi avez-vous changé d'avis?

A.: Pour le métier d'infirmière, je ne pouvais pas commencer tout de suite à cause de mon âge, et aussi, il ne faut pas avoir peur du sang et des choses comme ça... Avec le CFC d'employée de commerce, je pourrai entrer dans une école d'infirmières. Ce CFC ouvre

aussi beaucoup d'autres «portes» qui n'ont rien à voir avec le travail de bureau.

N.: J'ai changé d'avis parce qu'il faut avoir un certain niveau pour être footballeur professionnel, cela demande beaucoup de travail et j'ai réalisé que ce serait compliqué.

Quels sont vos objectifs pour obtenir votre certificat?

A. et N.: Nous cherchons à faire des bonnes notes pour nos travaux en entreprise et à l'école.

Après votre apprentissage, quels sont vos projets?

N.: J'aimerais partir une année en Angleterre, pour apprendre l'anglais, puis travailler dans une entreprise où je pourrais utiliser les langues. Cela me sera utile, car je rêve d'être journaliste sportif.

A.: J'ai aussi l'idée de partir à l'étranger pour apprendre une langue, mais j'hésite... Si Unia accepte de m'engager, je resterai ici, en sachant que c'est difficile pour une ancienne apprentie d'être reconnue comme une employée à part entière. J'irai peut-être aussi dans une autre entreprise où ce cap est plus facile à passer. Pour l'instant, je vais rester dans ce métier, mais il est possible que la vie en décide autrement... ■

Propos recueillis par Ouïam

Un collectif pour une place au Château

La Grève du climat Vaud révolutionne la politique du canton

Aline Andrey

Presque une année après le début de la mobilisation des jeunes pour le climat, la Grève du climat Vaud a lancé la semaine dernière un pavé dans la politique institutionnelle. Le groupe se présente à l'élection complémentaire organisée le 9 février 2020 pour remplacer la PLR Jacqueline de Quattro, élue au Conseil national.

Après des mobilisations dans la rue qui ont surpris par leur ampleur, l'organisation d'assises aux niveaux régional, suisse et européen, sans oublier la rédaction d'un Plan climat vaudois, le collectif se lance dans la

course au Conseil d'Etat en faisant preuve, une fois de plus, d'une créativité et d'un sens de la participation collective à toute épreuve. En marge de leur conférence de presse sur la place du Château, leur communiqué est on ne peut plus clair: «Pour continuer à traduire notre idée de l'écologie et de la démocratie, nous faisons donc une campagne collective, sans ériger une personne unique comme candidate à la compétition électorale. C'est pourquoi la personne qui figurera sur la liste sera tirée au sort parmi les membres du collectif. Nous défendons une gouvernance partagée des affaires publiques et pensons que c'est par l'intelligence collective

que nous pourrions mettre en place les changements nécessaires pour atteindre les revendications que la Grève du climat s'est fixées.»

Très critique vis-à-vis des réponses données à la crise climatique par le Gouvernement vaudois, le collectif fustige la lenteur et la pesanteur des processus administratifs: «Nous avons pu remarquer l'écart entre les objectifs de la Grève du climat, qui avait travaillé dans la formulation de lignes directrices et dans des centaines de mesures concrètes récoltées auprès de la population, et le manque de moyens économiques, humains et intellectuels mis à disposition pour résoudre la crise climatique.» Et de conclure à l'incapacité des structures gouvernementales à répondre aux enjeux environnementaux et sociaux.

«L'inaction politique actuelle nous mène droit vers une crise écologique, politique et sociale d'une ampleur inédite, avec un coût humain énorme. L'urgence est réelle et il est dangereux d'imaginer que seules de petites mesures écologiques incitatives ou adaptatives, qui en plus renforcent les inégalités sociales et divisent ainsi davantage la société, puissent répondre aux multiples enjeux actuels (...). Nous pensons que les dérèglements environnementaux ont des causes profondément politiques et

sociales: toute réponse qui se veut à la hauteur des enjeux se doit donc de questionner radicalement notre système socioéconomique et politique.» Pour la Grève du climat Vaud, le modèle politique actuel est «carriériste et individualisé», position qui va à l'encontre d'une réelle démocratie, d'où la nécessité d'une «réappropriation du

politique qui dépasse la politique institutionnelle». Le tirage au sort devrait avoir lieu peu avant le dépôt des listes le 23 décembre. En face, pour l'heure, seule la syndique de Payerne PLR, Christelle Luisier, postule à la candidature. ■



Bain de jouvence pour la politique cantonale vaudoise. La Grève du climat Vaud est en lice pour le Conseil d'Etat. Entre autres mobilisations, le collectif avait organisé cet été à Lausanne un sommet européen (Smile for Future), qui s'était conclu par une manifestation, terminée dans les bras du bleu Léman.

HOMMAGE À FREDDY LANDRY LE CINÉMA, SA PASSION



NEIL LABRADOR

Freddy Landry, lors de la présentation du film *Un mois de grève au pays de la paix du travail*, aux anciens de l'usine Dubied, à Couvet en septembre 2016.

Jean-Pierre Ghelfi

Il y a des gens comme cela: ils ont une passion, ils s'y tiennent, ils veulent la faire partager. Pour Freddy Landry, c'était le cinéma. Il l'avait chevillé au corps. Professeur de mathématiques, il parlait à ses élèves (presque) autant des matières qu'il enseignait que du cinéma et des derniers films que l'on pouvait voir – que l'on *devait* voir. Il évo-

quait souvent avec passion les films qu'il avait aimés. Les autres ne méritaient pas d'être mentionnés. Pour être le plus proche possible des films projetés, il a toujours eu pour principe de s'installer au premier rang. Il communiquait son enthousiasme aux ados qui suivaient ses cours, mais aussi aux lectrices et aux lecteurs des centaines et des centaines d'articles qu'il a écrits dans différents journaux régionaux, et dans la presse syndi-

cale. Dans *La lutte syndicale*, devenue *L'Événement syndical*, il a livré pendant plus de trois décennies une chronique mensuelle pour y présenter les plus récentes sorties sur les écrans romands. Il a lancé et animé des ciné-clubs qui proposaient des films majeurs (pour autant que les distributeurs veuillent bien les louer). Grâce à la Cinémathèque suisse, créée par Freddy Buache, la projection de films anciens donnait la possibilité de découvrir certaines des œuvres marquantes de l'histoire du cinéma. S'établissait ainsi un lien entre le passé et le présent; une filiation qui permettait, et qui permet toujours, d'affirmer que le cinéma n'est pas seulement un divertissement, mais un art, le 7^e.

Dès les années 1960, Freddy Landry, avec d'autres bien sûr, participe notamment à la création des Journées du cinéma de Soleure. Le Festival du film de Locarno est tout naturellement un rendez-vous estival incontournable. Il fait du lobbying (on ne connaissait pas ce mot à l'époque) pour que les Chambres fédérales adoptent une loi sur le cinéma qui permette d'encourager et de soutenir la création cinématographique. Il intervient pour la suppression des commissions de censure qui décident si un film peut être projeté ou non, et à partir de quel âge on peut le voir – mais oui, il existait des commissions de censure!

Pour comprendre l'enthousiasme de Freddy Landry pour le cinéma, il est bien de se replacer dans le contexte des années 1950 et 1960. La télévision est encore dans l'enfance. Elle raconte tout en noir et blanc. Elle ne diffuse pratiquement pas de films. Personne n' imagine qu'un jour existeront des ordinateurs portables, des téléphones portables, des tablettes portables. Sans parler, évidemment, des réseaux sociaux. Le cinéma, mieux qu'aucun autre moyen de communication, proposait alors des images, des récits, des histoires, sombres ou drôles, et en couleur! Avec sa femme Micheline, ils produisent des films pour permettre à de

jeunes gens qui aspirent à devenir cinéastes, de tourner leurs premières œuvres. Souvent des courts métrages, finances obligent. Très récemment encore, Freddy et sa fille Véronique avaient repris le film réalisé par Frédéric Godet en 1976 lors de la grève des usines Dubied, dans le canton de Neuchâtel, en y ajoutant des témoignages d'ouvriers, pour en proposer une version, parue aussi en DVD, intitulée *Un mois de grève au pays de la paix du travail*. Pas de doute: s'il l'avait pu, il aurait poursuivi sa passion. ■



THIERRY PORCHET



THIERRY PORCHET

Freddy Landry a écrit durant trois décennies pour la presse syndicale. Il avait à cœur de participer aux séances annuelles de la rédaction. Ici on le retrouve lors de l'impression du premier numéro de *L'Événement syndical*, fin avril 1998.

AGENDA UNIA

GENÈVE

PERMANENCE POUR PERSONNES SANS STATUT LÉGAL

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h. La permanence a lieu au syndicat.

SÉANCE

28 novembre - Assemblée générale du personnel de la métallurgie du bâtiment, 17h30 à l'UOG, 3 place des Grottes.

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:

La Chaux-de-Fonds: le jeudi 21 novembre à 16h. Neuchâtel: le mardi 10 décembre à 16h.

TRANSJURANE

Programme d'activités

21 novembre - Assemblée du groupe et dîner à 11h. Bocciodrome de Corgémont. Inscriptions pour le repas de midi auprès de Paulette Giaque au: 032 489 21 34. Org. groupe Jura bernois. 27 novembre - Comité à 14h et assemblée générale des retraités à 15h. Hôtel restaurant de la Croix Blanche à Bassecourt. Conférence: «Des gens au service social, pourquoi et qui en bénéficie», par Valérie Scherrer.

VALAIS

VALAIS ROMAND

NOËL DES ENFANTS

Le cinéma du Noël des Enfants pour le Valais Romand se déroulera aux dates et heures suivantes. Section du Valais Central: projection de *La Reine des Neiges 2*, le dimanche 8 décembre à: Sierre, à 10h au cinéma du Bourg. Sion, à 10h au cinéma Capitole. Section du Bas-Valais: projection de *La Reine des Neiges 2*, le samedi 14 décembre à: Martigny, à 9h30 au cinéma Casino. Monthey, à 9h30 au cinéma Plaza. Pour les enfants et petits-enfants des membres Unia, l'entrée est gratuite. Pour les accompagnants, une participation de

12 francs par personne est demandée. Les billets sont à retirer pendant les heures d'ouverture des différents secrétariats d'Unia Valais.

VAUD

GRUPE DES RETRAITÉS Repas de fin d'année

Nous vous rappelons que le repas de fin d'année du groupe des retraités et retraitées de Lausanne aura lieu le mercredi 11 décembre au restaurant de La Treille à Prilly. Apéro à 11h15 et repas dès 12h15. Inscriptions jusqu'au 21 novembre. Délai de paiement: 28 novembre.

BRÈVE

GRÈVE DU CLIMAT BLACK FRIDAY, CHANGEONS DE PARADIGME

Pour protester contre le Black Friday, «fête» de la consommation, une grève internationale du climat est appelée pour le vendredi 29 novembre. En Suisse romande, des manifestations sont d'ores et déjà annoncées à Genève, Jardin anglais à 19h (Event facebook); Lausanne, place de la Palud à 13h30; Fribourg, rue de Romont, sous le Temple réformé à 15h30; La Chaux-de-Fonds, départ à la gare (à confirmer) à 17h30 (Event facebook). ■ L'ES

COURRIER

CAISSE MALADIE, L'INÉGALITÉ EST MANIFESTE

Cette année, les caisses maladie nous présentent des hausses de primes plus modérées que les années précédentes. Mais attention, cela est trompeur. Notre système de financement de la santé est des plus inégalitaires. Ce dernier ne tient pas compte de la capacité contributive de chaque assuré. Chaque canton gère le financement de la santé en fonction de son économie et de son territoire. Cela veut dire que les cotisations peuvent varier d'un canton à l'autre. Ce qui montre que nous ne sommes pas égaux entre citoyens d'un même pays. Ce financement est particulièrement injuste, parce qu'il est modifiable selon la situation politique. Par exemple lors d'une votation pour une caisse maladie publique, ou en année électorale, pour favoriser les partis bourgeois. De plus, la complexité de la gestion, qui prérétie les assurés par son manque de transparence, est inappropriée.

Tout cela donne un pouvoir exorbitant aux caisses maladie et à leurs dirigeants. On peut dire, sans se tromper beaucoup, que les caisses fonctionnent comme un cartel, ce qui est contraire aux principes de la bonne gestion, vantée par les maîtres de l'économie. Les assureurs se sont même appropriés une terminologie bien à eux, en changeant le mot de cotisation par celui de prime! Cet état de fait nous éloigne des principes de la mutualité, qui est préférable pour les patients que nous sommes tous! Finalement, à l'heure actuelle, nous ne savons pas si l'année prochaine l'augmentation des primes sera plus élevée que cette année. C'est pour toutes ces raisons qu'il faut soutenir le principe d'une caisse maladie publique. Parce que tous les citoyens de ce pays ont droit à la même justice sociale. ■ Thierry Cortat, Delémont

Comité des horlogers d'Unia Transjurane

Syndicalisme et horlogerie :
histoire d'un mouvement

avec Valérie Boillat

Responsable de formation chez Movendo, historienne

Une retrospective historique sur le l'action syndicale dans le monde horloger et les acquis et revendications des ouvrier-e-s au fil du temps. Pour connaître nos origines. Pour construire le futur.

Mardi 26 novembre 2019 à 17h30
Restaurant de la Croix Blanche - Bassecourt
Rue du Colonel-Hoffmeyer 51

Ouvert à toutes et tous. Entrée libre.
Pour plus d'informations, contactez-nous au 0848 421 600

 L'industrie c'est nous!

UNIA

WOMEN
WANT
MORE

UNIA

LES FEMMES VEULENT PLUS ! Il faut impérativement relever les salaires des femmes. Luttons ensemble contre les discriminations !

facebook.com/uniafrauen-femmes



Unia et DHL trouvent un terrain d'entente

A la suite d'actions du syndicat ce printemps, des améliorations des conditions de travail des livreurs employés par des sous-traitants de la multinationale ont été obtenues, tant à Genève qu'au niveau suisse

Jérôme Béguin

Les livreurs employés par des sous-traitants de DHL Express devraient voir leurs conditions de travail s'améliorer. Unia et la multinationale de la logistique ont en effet trouvé un terrain d'entente.

Pour rappel, le syndicat avait mené des actions au printemps pour dénoncer les conditions de travail infernales et les nombreux abus dont étaient victimes les coursiers engagés par des sous-traitants genevois de DHL, en particulier les nombreuses heures supplémentaires réalisées non enregistrées et donc non payées. «Je travaille de 6h15 à 18h30, je n'ai pas le temps de prendre une pause à midi, je mange un sandwich à l'intérieur du véhicule», témoignait un livreur. «DHL est au courant des heures que nous effectuons puisque nous sommes toujours logués sur son système informatique», assurait un autre. Unia s'était aussi élevé contre les licenciements prononcés à l'encontre de chauffeurs. Interpellé, le leader mondial de la logistique détenu par Deutsche Post avait fait la sourde oreille. Le syndicat avait dû saisir le Tribunal des prud'hommes et l'Of-

fice cantonal de l'inspection et des relations du travail. Depuis lors, DHL a accepté de discuter avec Unia et une entente a finalement été trouvée.

«Nous avons dénoncé un recours excessif à la sous-traitance et critiqué le choix de la société, qui présente un énorme risque pour le respect de la législation du travail. DHL, qui a examiné le problème à l'interne pour arriver à la même conclusion qu'Unia, a modifié le contrat des sous-traitants à Genève avec un article spécifique sur le respect de la législation en vigueur», explique Umberto Bandiera, responsable romand de la branche logistique d'Unia. Les sociétés sous-traitantes, qui étaient au nombre de quatre au printemps dans la région genevoise, ont été auditées par l'Inspection paritaire des entreprises et la situation des salariés est désormais conforme aux dispositions cantonales.

SOLUTION SUISSE POUR LE TEMPS DE TRAVAIL

«Sur la question du temps de travail, nous avons réussi à développer une formule standard d'enregistrement valable pour tous les sous-traitants et pour toute la Suisse. Avec ce nouveau dispositif, chaque employé recevra

chaque mois un décompte des heures et pourra le contester. Cela afin d'éviter les heures supplémentaires à gogo et non payées, situation que nous avons connue.» Comme le souligne le secrétaire syndical, la nouvelle procédure s'applique sur le plan national, DHL exploitant des sites logistiques dans

toutes les régions du pays. «Enfin, nous avons pris des engagements pour veiller au dialogue entre Unia et DHL. Le syndicat aura désormais la possibilité d'entrer en contact plus sereinement avec le personnel et de l'informer correctement sur ses droits. Le mérite de nos discussions est d'avoir trouvé des

solutions structurelles. Nous vérifierons ces prochains mois si ces changements sont réellement mis en œuvre.» En parallèle, des procédures sont toujours en cours devant les prud'hommes genevois, le syndicat défend six coursiers face à un ancien sous-traitant, HAS Sàrl. ■



THÉRIER PORCHET

Unia avait dénoncé, le 4 avril dernier, des conditions de travail infernales pour des salaires de misère, ainsi que le licenciement d'un employé syndiqué chez des sous-traitants de DHL travaillant sur le site de l'aéroport à Genève.

«Les chauffeurs suspendus par Uber ont bien fait de protester»

Ils avaient été déconnectés de l'application, leur taux d'annulation de courses étant trop élevé

Jérôme Béguin

Suspendus de l'application, une vingtaine de chauffeurs sont allés en délégation se plaindre le 6 novembre dans les bureaux lausannois d'Uber, relate *20 Minutes*. La société californienne les a sanctionnés au motif de leur taux d'annulation, qui serait «largement supérieur» aux autres conducteurs. Pour connaître la destination d'une course et son tarif, les chauffeurs sont en effet obligés de l'accepter. Ils ré-

alisent alors combien elle va leur rapporter et l'annulent le cas échéant. Le prix minimal d'une course Uber à Lausanne est de 8 francs, mais ne rapporte que 5,80 francs environ aux conducteurs après que la société technologique a prélevé sa commission.

«Les chauffeurs ont bien fait de protester, commente Umberto Bandiera, responsable romand de la branche transport d'Unia. Uber se permet de suspendre des chauffeurs pour de courtes périodes, voire en vient à en expulser défini-

tivement, pour des raisons parfois inconnues. Ce genre de cas relève du licenciement abusif, comme l'a reconnu cette année le Tribunal des prud'hommes de Lausanne. Je sais que des actions en ce sens de conducteurs genevois ne sont pas exclues. Cela va dans la bonne direction. Le temps est en effet venu que les conducteurs soient protégés à l'instar des autres travailleurs. Malheureusement, la politique conduite par le conseiller d'Etat Philippe Leuba va plutôt dans le sens du laisser-faire et la nouvelle loi

vaudoise sur les taxis et les VTC, qui entrera en vigueur en janvier prochain, ne répond pas aux vraies questions. Après les décisions prises par les prud'hommes, le Seco, la Suva ou encore le Canton de Genève, les autorités vaudoises pourraient trouver une solution plus adéquate qu'un sticker à coller sur les voitures Uber... Même l'Etat de Californie a promulgué une loi en septembre qui va contraindre Uber à requalifier ses chauffeurs en salariés.» ■

Amiante: le Tessin sous tension

Des décès d'anciens travailleurs des ateliers CFF de Bellinzzone, le travail sans protection suffisante, et l'attitude de la Suva ont remis les dangers de la substance sur le devant de la scène

Sylviane Herranz

De la clarté et de la transparence. C'est ce que réclament les syndicats SEV et Unia, la commission du personnel (Cope) des ateliers CFF de Bellinzzone et l'association «Giù le mani» au sujet des travailleurs exposés à l'amiante dans ces ateliers et dans le canton. D'autres sociétés, comme l'entreprise hydroélectrique de Blenio SA, ont aussi utilisé ce matériau avant 1990, date de son interdiction. Aux ateliers CFF, des ouvriers ont continué à être exposés à l'amiante après cette année-là, lors de rénovations de trains ou de travaux sur les roues et moteurs électriques. La Suva, l'assurance accident, est dans le collimateur des syndicats et associations tessinoises. L'affaire est arrivée au grand jour en octobre dernier. Des anciens salariés des ateliers CFF ayant travaillé avec

de l'amiante avaient reçu une lettre de la Suva, leur indiquant, pour certains, qu'étant non-fumeurs, leur dépistage médical annuel n'aurait lieu plus que tous les cinq ans. D'autres étaient informés du risque élevé de contracter un cancer, renforçant ainsi l'angoisse et la peur chez ces personnes. A la colère suscitée par ces courriers, s'est ajoutée l'indication, par la Suva, qu'aucun décès n'était survenu au Tessin en raison de l'amiante. Or les médias ont révélé que ce nombre s'élève à cinq, dont celui d'un travailleur de 61 ans décédé en juin du mésothéliome, cancer de la plèvre provoqué par la substance. Lors d'une soirée publique organisée le 15 octobre par les syndicats, la Cope et «Giù le mani», le directeur tessinois de la Suva s'est excusé de cette «erreur», comme de la teneur des missives impersonnelles envoyées aux travailleurs. Autre point noir mis en avant, le double

rôle joué par la Suva, chargée d'un côté de reconnaître les cas de maladie professionnelle, et de l'autre de décider quels examens médicaux préventifs seront payés et à qui. Avec le critère du coût des soins qui prévaut. D'où la proposition des syndicats et associations de constituer une entité indépendante, composée de spécialistes, notamment de médecins, juristes et spécialistes du problème de l'amiante.

GRANDES INQUIÉTUDES

Ainsi, tous les travailleurs en contact avec la substance cancérigène aux Ateliers CFF n'ont pas été répertoriés par la Suva. A la quarantaine d'anciens travailleurs figurant déjà sur la liste des personnes à risques, quarante autres se sont annoncés récemment. Comme le rapporte le journal du SEV, le syndicat du personnel des transports, du 23 octobre, certains salariés ou retraités ont fait part, lors de la soirée du 15 octobre, de leurs inquiétudes: «Pourquoi n'ai-je jamais dû faire de contrôle malgré que j'aie travaillé dans des secteurs de production où il y avait de l'amiante?» «Pourquoi ne m'a-t-on jamais contacté?». Deux ouvriers ont aussi parlé de leur travail avec le matériau dangereux: «Je découpais les voitures et la substance tombait par terre, je n'ai cependant jamais dû faire de contrôle médical.» «J'ai eu à faire à ce matériau durant six années. Je vous assure que j'ai

peur.» Dans son édition précédente, le journal relate également des témoignages rapportés dans la presse régionale, évoquant la poussière qui empêchait de voir la personne en face, ou des travailleurs arrivant à la maison «avec de l'amiante plein les cheveux». Des travaux effectués sans protection suffisante, alors que, selon *La Regione*, ceux qui refusaient de travailler dans les wagons et locomotives contenant le matériau se voyaient menacés de licenciement... Face au tollé suscité par cette affaire, le ministère public tessinois a ouvert une enquête préliminaire. Une interpellation a aussi été déposée par la groupe MPS-POP-Indépendants au niveau politique. ■



FLORIAN ARCHERARCHIVES

Dans les ateliers CFF de Bellinzzone, lors de la grève historique de 33 jours en 2008 pour sauver les emplois aux *Officine*.

BRÈVE

CLIMAT UN PAS SUPPLÉMENTAIRE VERS LE TRANSFERT DE LA ROUTE AU RAIL

«Dans l'intérêt du climat, des personnes et du trafic, il faut appliquer sans délai les décisions du Conseil fédéral», a déclaré le secrétaire syndical SEV Philipp Hadorn, au lendemain de la décision du gouvernement de renforcer le transfert du trafic de marchandises transalpin de la route au rail. Le SEV, Syndicat du personnel des transports, demande aussi le développement «dans un futur proche» de mesures visant à favoriser le transfert du trafic intérieur. Dans un communiqué, le SEV «salue le fait que le Conseil fédéral reconnaisse la nécessité d'adopter encore d'autres mesures pour atteindre les objectifs de transfert du trafic». Il considère également les dispositions proposées le 13 novembre comme appropriées, notamment l'abaissement des prix du sillon et l'adaptation de la RPLP, la redevance sur le trafic des poids lourds. «L'intensification des contrôles des camions est aussi une mesure importante», remarque le secrétaire syndical, et le SEV de préciser: «Les résultats des contrôles effectués jusqu'ici sont consternants, s'agissant surtout du respect des mesures de sécurité et des conditions de travail.» Si les mesures annoncées satisfont le syndicat, d'autres moyens sont encore nécessaires pour que le transfert du trafic de la route au rail réponde à la volonté populaire, estime le SEV, pour qui les conditions-cadres du transfert à l'intérieur du pays doivent aussi changer rapidement. Et de souligner: «L'évolution du démantèlement chez CFF Cargo montre qu'une correction de cap est vraiment nécessaire.» ■ L'ES

QUAND LES ENFANTS S'EN MÊLENT

Après avoir dénoncé durant des décennies les guerres, les famines et les violences dont les plus jeunes sont les premières victimes, le journaliste-reporter d'images Gilles de Maistre a décidé de consacrer son nouveau documentaire, *Demain est à nous*, à des enfants engagés et agissant de façon tangible pour un monde meilleur. Une leçon de vie qui coïncide avec le 30^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant

Textes Nicolas Jacot

José, Aïssatou, Arthur, Heena, Peter, Jocelyn, Kevin ou encore Khloe et Hunter sont tous des enfants. Ils vivent aux quatre coins du monde, ont entre 10 et 13 ans, ne parlent pas la même langue et viennent de milieux très différents. Et pourtant, ils ont un point en commun: jamais ils ne se sont dit qu'ils étaient trop jeunes ou trop faibles pour se lever contre les injustices et la violence et devenir des militants tenaces et courageux. Extrême pauvreté, exploitation des êtres humains, travail des mineurs, destruction de l'environnement, égalité entre les hommes et les femmes, sont autant de combats qu'ils mènent sans trembler face au monde des adultes, en entraînant avec eux des dizaines d'autres enfants.

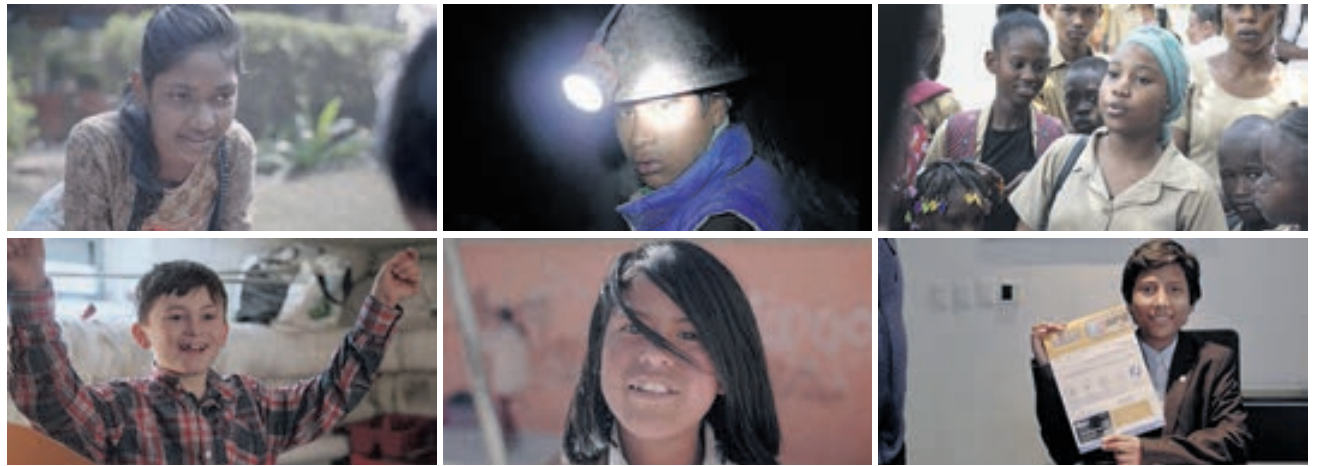
Parmi ces jeunes engagés, José, un Péruvien de 13 ans. Il est le créateur d'une banque écologique qui sensibilise les enfants à la protection du climat par le biais du ramassage de déchets et leur recyclage. Aïssatou, 12 ans, se bat quant à elle pour l'égalité des sexes en Guinée et en particulier contre les violences faites aux jeunes filles et les mariages forcés. De son côté, le petit Français Arthur, 10 ans, vend ses toiles et ses dessins pour acheter de la nourriture et des vêtements aux sans-abri. Et en Inde, Heena, 11 ans, est rédactrice pour *Balaknama* (la voix des enfants, *ndlr*), un journal écrit par des écoliers et vi-

sant à favoriser l'éducation et l'émancipation des gamins des rues.

SYNDICAT D'ENFANTS

Peter, Jocelyn et Kevin sont quant à eux engagés au sein d'un syndicat d'enfants à Potosí en Bolivie. Dans ce pays de onze millions d'habitants, le travail de près d'un million de bambins est en effet culturellement considéré comme normal en raison de l'extrême pauvreté obligeant les plus jeunes à aider leur famille. Des enfants, exploités jusqu'à 16 heures par jour et pour des salaires de misère, dans le domaine des mines ou des briqueteries, ont donc créé un syndicat pour se protéger d'employeurs abusifs, mais également pour réclamer des conditions de travail et des rémunérations décentes et l'accès aux assurances sociales afin de leur permettre, à l'image des trois jeunes Boliviens présentés ici, de pouvoir associer activité lucrative et scolarité.

Intelligemment filmé à hauteur d'enfants – les adultes devenant ainsi des figures distantes – *Demain est à nous* joue fichtrement la carte de la sensibilité à coup d'adorables minois et de musiques émouvantes. Venant ainsi titiller le spectateur là où cela fait mal et le pousser à s'interroger: «Ces gamins hauts comme trois pommes sont en train de rendre le monde meilleur en se battant pour leurs valeurs... Et moi, qu'est-ce que je fais?» Un constat amer partagé par le réalisateur lui-même et



qui l'a amené à montrer dans son film des jeunes qui agissent, eux, de façon concrète: «En trente ans, j'ai filmé des enfants soldats, esclaves, en prison, des rues et le summum de l'horreur, des enfants mourant de faim. Je les filmais parce que je voulais dénoncer ces abus, ces violences. J'y croyais. Je souhaitais que les gens prennent conscience et se révoltent contre cette folie... Mes images choquaient. Mais, plus profondément, ça n'a jamais vraiment changé le monde.»

Car si le discours du journaliste est naïf, voire un tantinet simpliste, il n'en est pas moins honnête et efficace. Et se questionner sur la place de ces «petits faiseurs d'espoir», ainsi qu'il les qua-

lifie, au cœur de ces combats sociaux, alors qu'ils devraient être en train d'apprendre ou de jouer, c'est déjà admettre cruellement l'incapacité actuelle des adultes à se saisir de ces injustices à bras-le-corps. ■

Demain est à nous, de Gilles de Maistre, sortie en Suisse romande le 20 novembre.

Des livres autour du film:

Une collection complète de livres autour du documentaire est publiée aux Editions Les Livres du Dragon d'Or et est actuellement disponible en librairie pour revivre, avec les petits, les histoires des héros du film et en savoir plus sur la situation des droits des enfants à travers le monde.

10 BILLETS GRATUITS !

Nous tenons à la disposition de nos lectrices et de nos lecteurs 10 billets gratuits pour le film *Demain est à nous* offerts par le distributeur Impuls Pictures.

Attention, ces billets ne sont pas valables les samedis, dimanches et jours fériés.

Intéressés? Ecrivez-nous à forum@evenement.ch ou à *L'Événement syndical*, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne.

N'oubliez pas de nous transmettre votre adresse.

Far West à la française

Premier long métrage de Ladj Ly, *Les Misérables* a fait sensation lors du dernier Festival de Cannes d'où il est reparti avec le prix du jury. Un film palpitant et asphyxiant, chronique d'une bavure policière



Témoin de la rencontre entre Jean Valjean et la petite Cosette dans le roman *Les Misérables* de Victor Hugo en 1862, Montfermeil, en banlieue parisienne, devient, 150 ans plus tard, le théâtre de ce récit mettant en scène les déshérités du XXI^e siècle. Stéphane, tout juste muté de Cherbourg, intègre la brigade anticriminalité de la commune dans l'euphorie de l'été 2018 qui a vu la victoire de la France à la Coupe du monde de football. Il fait la rencontre de ses nouveaux coéquipiers, Chris, son supérieur, et Gwada, deux policiers de terrain expérimentés et au fait de tous les baroufs locaux. Rapidement, Stéphane découvre les tensions entre les différents groupes du quartier, la police et le maire. Occupés à résoudre une enquête qui pourrait prêter à sourire – un lionceau a disparu d'un cirque – les trois hommes vont rapidement se retrouver débordés et commettre la bavure de trop. C'est le début d'un engrenage infernal...

Spécialiste du documentaire, Ladj Ly fait plonger admirablement le spectateur, durant la première moitié du film, en immersion dans cette cité. Lui faisant découvrir un véritable univers à travers

une balade où l'on se familiarise progressivement avec les habitants et le tissu du quartier. Un quartier qui rapidement se révèle être un *no man's land* absolu où la violence, la brutalité, les règlements de comptes et les menaces règnent. «Si tu as envie d'être poli, tu vas bosser comme larbin dans un palace!» lance Chris au nouvel arrivant en guise de bienvenue. Tout cela sur fond de chômage et de pauvreté qui, comme l'explique le cinéaste, sont la cause première de tous les problèmes: «Quand on a de l'argent, c'est facile de vivre avec tout le monde. Quand tu es dans la misère, c'est plus compliqué: ça passe par des compromis, des arrangements, des petits trafics... C'est une question de survie.»

«ON NE S'EXCUSE JAMAIS»

Dans cet univers de Far West, les protagonistes – tous masculins – évoluent sous tension et bénéficient d'un travail d'écriture remarquable: dépeints sans manichéisme, parfois attachants tout en étant profondément détestables. On retiendra notamment le maire de la commune, une sorte d'éducateur aux allures de Barry White, affublé d'un grotesque maillot de football «Le Maire». Et sur-

tout Chris, le supérieur beauf et raciste – un «gros connard» pour reprendre les termes de Ladj Ly – qui règne en shérif sans foi ni loi, affirme que «c'est moi la loi!» et qui hurle: «On ne s'excuse jamais», à qui veut l'entendre.

Production au suspense haletant, tout en crescendo et à l'ambiance suffocante, *Les Misérables* se veut également, et surtout, un film humaniste et politique qui dénonce un système dont tout le monde – habitants et policiers – finit par être victime, ainsi que l'avance le réalisateur: «La responsabilité première incombe aux politiques. Depuis trente ou quarante ans, ils ont laissé pourrir la situation, ils nous ont baratinés avec des dizaines de paroles et de plans – plan banlieue, plan politique de la ville, plan ceci, plan cela – et le résultat, c'est que je n'ai jamais rien vu changer.»

«Le pire, c'est que tout le monde s'en fout», lance un personnage du film alors que la situation dégénère. Et c'est bien ça la terrible vérité à propos des banlieues... ■

Les Misérables, de Ladj Ly, sortie en Suisse romande le 20 novembre.

Une famille comme les autres

Sylvie et sa tribu vivent à Marseille. Proche de la retraite, elle s'épuise comme femme de ménage, durant la nuit, pour toucher un salaire un peu supérieur, pendant que son mari conduit les bus municipaux. La fille de Sylvie, Mathilda, enchaîne les contrats à durée déterminée précaires comme vendeuse, alors que son conjoint réussit difficilement à faire bouillir la marmite en tant que chauffeur Uber. Et la sœur cadette, Aurore, est au service de son compagnon, propriétaire d'une boutique florissante d'achat et de revente de produits de seconde main. «Ils se font leur beurre sur la misère», résume le père pour décrire ce nouveau mode de prêt sur gages. Mais alors que Mathilda donne naissance à la petite Gloria, Daniel, le père biologique de la jeune femme, sort de prison après une très longue peine. Le temps a passé et, en venant à la rencontre de sa petite-fille, Daniel découvre une famille qui lutte par tous les moyens pour rester debout.

Pour camper cette famille de fiction, Robert Guédiguian a réuni une nouvelle fois sa «famille» de cinéma, ses acteurs fétiches emmenés par son épouse et muse, Ariane Ascaride. Victorieuse du prix de la meilleure actrice pour ce film lors de la dernière Mostra de Venise, cette comédienne engagée irradie véritablement dans le rôle de cette femme qui se bat pour maintenir un peu de solidarité au sein de sa famille. Résignée, en revanche, et affirmant que ce devoir social est aujourd'hui violemment mis à mal dans nos sociétés.

NÉOCAPITALISME SOUVERAIN

Car c'est bien de cela dont il est question dans *Gloria Mundi*. Au-delà des galères des uns et des autres, Robert Guédiguian dresse le portrait acerbe d'un néocapitalisme souverain où les plus faibles se font écraser. Pire encore, une société dans laquelle se faire plétiner est devenu une fatalité que l'on accepte sans combattre et dans laquelle les relations fraternelles se sont

fracassées contre l'égoïsme. «Tout ce qu'un siècle de luttes ouvrières avait réussi à faire entrer dans la conscience des hommes – en un mot la nécessité du partage – a volé en éclats en quelques années pour rétablir ce fléau mortel qu'est la volonté de chacun de posséder ce que les autres possèdent», résume le cinéaste. Et les personnages du film ont tous bien acquis ce discours néolibéral qui consiste à marteler que ceux qui contestent leurs conditions de travail seront facilement remplacés par des employés plus malléables et plus dociles. Aveuglés par le système, ils renoncent à lutter – refusant par exemple de s'impliquer dans des mouvements de grève –, les plus jeunes ayant recours à des substances pour s'endormir l'esprit, alors que le père affirme qu'il faudrait «une périodure pour toute la vie», et que la *Pa-vane à une infante défunte* de Maurice Ravel rythme inlassablement le film de sa macabre mélodie. Avec *Gloria Mundi*, Robert Guédiguian fait ainsi



définitivement sienne la pensée du patricien romain Agrippa Menenius Lattinus qui affirmait que «l'apogée de la domination est atteint lorsque le discours des maîtres est tenu et soutenu par les

esclaves» et qui, 2500 ans plus tard, n'a pas pris une ride. ■

Gloria Mundi, de Robert Guédiguian, sortie en Suisse romande le 4 décembre.